Burundi : la problématique du chômage des jeunes est une "bombe à retardement"

@rib News, 08/04/2016 â€“ Source Xinhua La problÃ©matique du chÃ´mage des jeunes constitue une "bombe Ã retardement" pour le Burundi, prÃ©vient M. Charles Kabwigiri, expert en entreprenariat et professeur de la facultÃ© des sciences Ã©conomiques et de gestion de l'UniversitÃ© du Burundi (UB). Dans une interview accordÃ©e mercredi Ã Xinhua, M. Kabwigiri a fait remarquer qu'en dÃ©pit du manque de statistiques "assez claires" sur l'ampleur de cette problÃ©matique au niveau global, les constats en la matiÃ¨re demeurent prÃ©occupants dans la mesure oÃ¹ les jeunes constituent une frange majoritaire de la population burundaise.

Selon l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), les jeunes Ã¢gÃ©s de 18 Ã 35 ans reprÃ©sentent 52% de la population burundaise. ETATS DES LIEUX SUR LE CHOMAGE DES JEUNES "Aujourd'hui, le Burundi abrite plus d'une vingtaine d'universitÃ©s, qui sortent chaque annÃ©e des laurÃ©ats, alors qu'il y a trÃ¨s peu de recrutements sur le marchÃ© de travail, particuliÃ¨rement au niveau du ministÃ¨re de la Fonction Publique oÃ¹ les nouveaux recrutements sont gelÃ©s depuis plusieurs annÃ©es, sauf pour le remplacement des dÃ©cÃ¨s ou des dÃ©parts en retraite", a-t-il prÃ©cisÃ©. L'expert a qualifiÃ© de trÃ¨s minime le nombre d'unitÃ©s recrutÃ©es pour remplacer les fonctionnaires dÃ©cÃ©d ceux qui sont partis en retraite, eu Ã©gard Ã l'immensitÃ© de la demande qui se prÃ©sente sur le marchÃ© burundais de trava Le Pr Kabwigiri a soulignÃ© que cette problÃ©matique prÃ©vaut Ã©galement pour les laurÃ©ats des enseignements secondair qui n'accÃ¨dent pas Ã l'enseignement supÃ©rieur, mais qui souhaiteraient se faire embaucher avec un tel niveau de formation. Avec le taux Ã©levÃ© de dÃ©perditions constatÃ© au cours du cursus scolaire et acadÃ©mique, beaucoup de jeune burundais, y compris ceux appartenant Ã la catÃ©gorie de la frange non scolarisÃ©e, sont frappÃ©s par ce phÃ©nomÃ¨ne de sous-emplois, a-t-il expliquÃ©. "Plusieurs jeunes burundais, dotÃ©s d'une qualification professionnelle, et qui s'embourbent longtemps dans le chÃ´mage, constituent pour le long terme une bombe Ã retardement pour le Burundi, dans la mesure oÃ¹ cette situation de vulnÃ©rabilitÃ© sociale les expose Ã toute forme de manipulations", a soulignÃ© l'expert. Le dÃ©sÅ“uvrement de ces jeunes, ainsi laissÃ©s Ã eux-mÃªmes faute de circuit Ã©conomique d'insertion socioprofessionnel, a-t-explicitÃ©, peut conduire beaucoup d'entre eux Ã diverses "dÃ©viations" sociales, particuliÃ¨rement pour des sollicitations orientÃ©es vers les actes de banditisme, le recrutement auprÃ¨s des bandes armÃ©es et le vagabondage sexuel. Selon l'expert Kabwigiri, la question la plus angoissante au Burundi en ce qui concerne la problÃ©matique de chÃ´mage des jeunes est que cette population burundaise, pourtant majoritaire et dotÃ©e d'une force productive, "semble n'avoir pas de perspectives vis-Ã -vis de l'avenir". Pour lui, cette problÃ©matique s'est enlisÃ©e au cours des quatre dÃ©cennies du Burundi postcolonial, pour cause de manque d'une politique globale de dÃ©veloppement du pays pour le long terme. "Il y a, Ã peine une annÃ©e, le Burundi s'est dotÃ© d'une politique nationale de l'emploi, conÃ§ue et formalisÃ©e dans un document officiel. Toutefois, cette politique innovante, dont la vision insiste sur l'adaptation de la formation scolaire et acadÃ©mique aux besoins existant sur le marchÃ© de l'emploi, n'est pas encore mise en oeuvre", a-t-il signalÃ©. Le Pr Kabwigiri a aussi indiquÃ© que l'absence d'une culture entrepreneuriale au Burundi participe Ã©galement dans l'approfondissement du "fossÃ©" du chÃ´mage des jeunes. LÃ oÃ¹ le bÃ¢t blesse, a-t-il insistÃ©, c'est qu'au cours des quatre dÃ©cennies ayant suivi l recouvrement de l'indÃ©pendance du Burundi en juillet 1962, les diffÃ©rents gouvernements ont formÃ© "des demandeurs de travail, en lieu des crÃ©ateurs de travail". PISTES DE SOLUTIONS Aujourd'hui, a recommandÃ© le Pr Kabwigiri, avec le quasi-gel des recrutements Ã la fonction publique, il faut rompre le cercle vicieux en s'appuyant sur cette nouvelle politique de l'emploi validÃ©e en novembre 2015. Au cÅ“ur de cette politique, a-t-il rÃ©vÃ©lÃ©, se trouve la mise en place des structures d'encadrement des jeunes pour les aider Ã crÃ©er leurs propres emplois. Pour le Pr Kabwigiri, ces structures, doivent Ãªtre accompagnÃ©es par la mise en place des "fonds de promotion" pour l'entrepreneuriat des jeunes au Burundi, afin de produire des rÃ©sultats escomptÃ©s. Le dÃ©fi de taille du moment pour les jeunes burundais, a-t-il insistÃ©, est l'accÃ¨s au financement dans un environnement bancaire burundais oÃ¹ l'octroi du crÃ©dit est conditionnÃ© par la prÃ©sentation des garanties ou des hypothÃ¨ques. Une conception "rapide" des mÃ©canismes de renforcement d'une culture entrepreneuriale chez les jeunes burundais serait salutaire pour le pays si l'on veut relever les divers dÃ©fis en la matiÃ¨re, a-t-il estimÃ©. "La formation dispensÃ©e devrait dorÃ©navant inaugurer une nouvelle Ã¨re en changeant la dynamique de former des demandeurs d'emploi, pour promouvoir celle de crÃ©ation d'emplois, et ce peu importe les domaines", a-t-il plaidÃ©. Par ailleurs, a-t-il recommandÃ©, les jeunes talents burundais en herbe devraient Ãªtre accompagnÃ©s pour Ã©viter que les petites et moyennes entreprises crÃ©Ã©es(PME), soient des mort-nÃ©es. Au regard des statistiques en la matiÃ¨re, le taux de mortalitÃ© de jeunes micro-entreprises burundaises est Ã©levÃ©, a-t-il fait remarquer que beaucoup d'entre elles disparaissent rapidement au lendemain de leur dÃ©marrage. Pour M. Kabwigiri, le dÃ©veloppement d'une culture entrepreneuriale chez des jeunes burundais pour faire reculer le chÃ´mage, devrait s'inspirer du savoir-faire rÃ©gional en la matiÃ¨re, en se rÃ©fÃ©rant Ã l'expÃ©rience de certains pays de la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est (CAE), qui regroupe le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi. "Le concept de culture entrepreneuriale a dÃ©jÃ beaucoup Ã©voluÃ© dans le monde anglo-saxon. C'est pourquoi, au sein de la CAE, le Burundi devrait s'inspirer du savoir-faire des pays anglophones, notamment en Tanzanie, en Ouganda, et surtout au Kenya oÃ¹ on parle aujourd'hui des incubateurs d'entreprise", a-t-il signalÃ©. Le Rwanda, voisin du Burundi, a laissÃ© Ã©merger des initiatives similaires pour promouvoir la culture entrepreneuriale, a-t-il rÃ©vÃ©lÃ©, prÃ©cisant que l'Etat rwandais participe dans le financement des micro-entreprises montÃ©es par des jeunes. Pour que le Burundi rÃ©ussir la lutte contre le chÃ´mage chez les jeunes dans les dÃ©cennies Ã venir, la prise en compte de dÃ©veloppement d'une culture entrepreneuriale chez cette catÃ©gorie de la population burundaise devrait "Ãªtre la prioritÃ© des prioritÃ©s", a recommandÃ© l'expert.